Douanes.

tion par écrit, sous sa signature, au percepteur du port ou autre officier de douane au premier port ou endroit en Canada où son navire ou bateau arrivera ensuite, sous peine d'une amende de \$100.

10.—Si des marchandises sont débarquées d'un navire ou bateau arrivant en suivant la côte, ou débarquées ou portées par eau pour être mises à bord dans le but de les transporter le long de la côte, le dimanche ou les jours de fête,—ou à moins que ce ne soit en présence et avec l'autorisation de l'officier de douane qu'il appartient,—ou à moins que ce ne soit aux temps et lieux indiqués et approuvés par lui à cet effet,—elles seront confisquées, et le patron du navire ou bateau paiera une amende de \$100.

11.—Les officiers de douane pourront se rendre à bord de tout navire ou bateau cabotier dans tout port ou endroit, et pourra à toute période de son voyage le visiter et examiner toutes les marchandises à bord, et demander tous les documents qui doivent être à bord ; et le percepteur pourra exiger que ces documents lui soient apportés pour inspection.

12.—Nul bateau pêcheur et nul bateau passeur de moins de 15 tonneaux de jaugeage ne transportera, sauf sur licence ou permission spéciale, aucunes marchandises d'un pays étranger, passibles de droits de douane, sous peine de saisie, à moins qu'elles ne soient (dans le cas des bateaux passeurs) uniquement pour l'usage de quelque passager alors à bord.

13.—Nulles marchandises ne pourront être transportées dans un navire ou bateau cabotier, excepté celles qui seront chargées pour être ainsi transportées à quelque port ou endroit en Canada ; et nulles marchandises ne seront reçues à bord ou déchargées d'un navire ou bateau cabotier dans le cours de son voyage sur une rivière, un lac ou la mer.

14.—L'acquit-à-caution de cabotage requis par ces règlements pourra, dans le cas de tout bateau à vapeur ayant un commis à bord, être signé par ce commis avec le même effet sous tous les rapports, et sujet à la même pénalité contre le commis, et à la même confiscation des marchandises, dans le cas de fausse énonciation dans l'acquit-à-caution, que si l'acquit-à-caution était signé par le patron ; et le mot *patron*, pour les fins de ces règlements, sera interprété comme comprenant le commis de tout bateau à vapeur ; mais rien de contenu dans les présents n'empêchera le percepteur, ou l'officier de douane autorisé, de s'adresser au patron de tout bateau à vapeur et lui poser toutes les questions relatives au navire, aux passagers, au chargement et à l'équipage, qui auraient pu légalement lui être posées si le rapport avait été fait par lui,—ou n'exemptera le patron des pénalités imposées par les présents règlements pour défaut de répondre à ces questions, ou pour y répondre faussement,—ou n'empêchera le patron de faire ce rapport, s'il juge à propos de le faire.

15.—Les règlements de cabotage de la ci-devant province du Canada, en date du 12 avril 1861, et tous les règlements existant antérieurement dans les provinces du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Ecosse au sujet du cabotage dans ces provinces, sont par le présent révoqués.

Signé,

S. L. TILLEY, Ministre des Douanes.